

C'EST L'AMBASSADEUR D'IRAK EN ALGÉRIE QUI L'AFFIRME

«La partition du pays, une simple vue de l'esprit»

«L'Irak est un et indivisible et sa partition en petits Etats sur une base ethnique et religieuse est une simple vue de l'esprit.» C'est ce qu'a affirmé, hier, Son Excellence, l'ambassadeur d'Irak en Algérie, pour qui ce «serait mal ou pas du tout connaître le peuple irakien que de croire en ce genre de perspective».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Une perspective que le diplomate irakien, sûr de lui, a totalement éloignée lors de son intervention au forum du quotidien *Echaâb*, reconnaissant que cela participait d'«une stratégie des Américains de concert avec les pays occidentaux mais aussi arabes, regrettera-t-il, dans la sillage du GMO».

Il dira, fort à propos, que le scénario libanais ou encore le plus récent, celui du Soudan, ne pourront être calqués sur l'Irak qui a, expliquera-t-il, bien des particularités. Et la toute première de ces singularités, dira-t-il, est que l'Irakien, qu'il soit kurde, sunnite, chiite ou autre, se

sent et se définit d'abord comme citoyen irakien. Il étayera son propos par le fait que «le quart de la population du pays est mixte, puisque nombreuses sont les familles de diverses confessions et ethnies qui se lient par les liens sacrés du mariage», notamment entre sunnites et chiïtes. Et le précédent kurde qui risque de faire des émules parmi le reste de l'Irak ? Le conférencier se voudra optimiste, affirmant que l'option indépendantiste, autrefois forte dans la région, est en déclinaison, laissant place à celle d'un Etat fédéral, comme c'est le cas présentement. Et le cas syrien, pays qui risque de connaître le même sort au vu de l'évolution de la situation

avec l'intransigeance de certains pays, dont le frère et voisin qatari, à vouloir à tout prix internationaliser ? L'intervenant, même s'il se dit avec toute révolution pour peu qu'«elle soit l'émanation des peuples et menée pacifiquement», se positionne contre toute ingérence étrangère dans la crise en Syrie. Il exprimera sa préférence pour un dénouement dans le cadre de la Ligue arabe.

Cela dit, Son Excellence a inscrit la presque-totalité de son intervention dans l'après-présence américaine dans le pays, après le retrait, récemment, des troupes américaines dans le cadre d'un pacte signé, dira-il, en 2008. Avec, reconnaîtra-t-il, une multitude de défis à relever, dont principalement celui de faire de l'Irak un véritable pays pivot de la région qui va avec sa position géostratégique aussi bien en termes de situation géographique, puisque constituant

un canal sec entre l'Occident et le Moyen et Extrême-Orient, que d'atouts naturels et civilisationnels. Autrement dit, faire l'exact contraire de ce qu'a entrepris l'ancien régime qui, regrettera-t-il, a lapidé ces atouts en provoquant plusieurs guerres inutiles qui, plus est, avec des pays voisins. Il s'inscrira, alors, en faux contre tout ce que le pays enregistre comme insécurité faite d'attentats quasi quotidiens avec des dizaines de morts et de blessés et une crise politique aiguë exacerbée par le cas du vice-président Tareq El-Hachemi, mettant cela sur le fait d'un tapage médiatique orchestré par des pays, même arabes. Ceci pour faire le lien avec l'un des impératifs les plus urgents de l'Irak post-présence américaine, celui du terrorisme auquel le pays doit faire face. Ne niant pas que son pays soit secoué régulièrement par des attentats terroristes, l'ambas-

sadeur d'Irak en Algérie dira que la situation sécuritaire a nettement évolué depuis 2007 et que tout ce que relayent les chaînes de télévision est très loin de la réalité.

Pour le cas du vice-président El-Hachemi, poursuivi pour corruption, Son Excellence le brandit presque comme un trophée et gage de la bonne santé de l'Etat irakien naissant. «C'est à la justice indépendante de mon pays de statuer sur son cas. Et lui n'a qu'à prouver son innocence», s'est-il limité à déclarer.

A propos des Algériens croupissant actuellement dans les prisons irakiennes, Son Excellence dira que ces individus ont été certes arrêtés par des soldats américains, mais qu'ils ont été jugés dans la cadre de la justice du pays comme le reste des citoyens interpellés, indépendamment de leur nationalité.

M. K.

ÉGYPTE

Al-Azhar lance une plate-forme pour l'élaboration de la prochaine Constitution

La mosquée d'Al-Azhar a annoncé hier le lancement d'une plate-forme servant de guide pour l'élaboration de la prochaine Constitution en Égypte, selon le grand imam de la mosquée cheikh Ahmed Tayyeb. «Ce document, élaboré en coopération avec un certain nombre d'intellectuels, de penseurs et de religieux musulmans et chrétiens, trace les contours et les bases permettant de garantir la liberté religieuse et d'expression, ainsi que le concept de l'Etat civil et des libertés publiques», a dit le grand imam lors d'une conférence de presse. Il a fait état de l'existence de textes religieux et de dispositions constitutionnelles et juridiques garantissant le respect de la liberté de croyance et du pluralisme, soulignant l'importance de ce document contenant des principes universels et humanitaires.

D'après ce document, qui précise que les principes de la charia islamique resteront la principale source de législation à l'instar de la Constitution actuelle, personne ne pourra empêcher ni les femmes ni les chrétiens de se présenter aux élections présidentielles. Les adeptes des autres religions pourront également appliquer leurs propres lois religieuses dans les affaires de statut personnel. Le document insiste également sur le pluralisme et le respect des religions monothéistes. Il s'agit de même, selon le texte, d'éviter toute accusation de trahison et de blasphème, tout comme la manipulation de la religion, pour répandre la division sociale entre les citoyens, en considérant comme des crimes contre la nation l'incitation à la dissension confessionnelle et les appellations racistes. De plus, la protection et le respect total des lieux de culte des trois religions monothéistes figurent dans le texte qui a mis l'accent sur le libre exercice des cultes religieux. Par ailleurs, le document d'Al-Azhar considère l'éducation et la recherche scientifique comme levier du progrès en Égypte, en demandant de consacrer tous les efforts de la société égyptienne à l'alphabétisation.

Al-Azhar n'a pas non plus ignoré les relations bilatérales entre l'Égypte et ses frères arabes et musulmans ainsi qu'avec les autres pays du monde. Ce document, qui ressemble dans son ensemble à une véritable déclaration politique, a tenu à confirmer son soutien au peuple palestinien à travers un retour en force du rôle égyptien dans la région. Al-Azhar a, par ailleurs, tenu à mettre l'accent sur le projet de son indépendance à travers l'élection de son cheikh et non par nomination du président de la République. Il a aussi plaidé pour le renouvellement de ses programmes et méthodes éducatifs, afin de retrouver son rôle et son influence internationale.

SYRIE

Discours d'Assad : l'opposition syrienne dénonce une «incitation à la violence»

Le Conseil national syrien (CNS, opposition) a dénoncé depuis Istanbul le discours prononcé hier par le président Bachar al-Assad comme une «incitation à la violence» laissant présager «un comportement encore plus criminel» de la part du pouvoir syrien.

«Il y a de l'incitation à la violence, de l'incitation à la guerre civile, des propos sur la division confessionnelle qui sont encouragés», a déclaré lors d'une conférence de presse Bassma Qodmani, membre du CNS, qui regroupe la plupart des courants de l'opposition.

«Notre inquiétude aujourd'hui, c'est qu'un tel discours est assez indicatif du total rejet par le régime de la communauté internationale (...) Et c'est une indication que nous allons vers un comportement encore plus criminel et plus irresponsable du régime dans les jours

et les mois à venir», a-t-elle affirmé. M<sup>me</sup> Qodmani et le CNS réagissaient à un discours télévisé d'une heure quarante-cinq dans lequel le président Assad a déclaré que le rétablissement de la sécurité était «la priorité absolue» et a promis de frapper les «terroristes» d'une main de fer. «Il ne faut pas tolérer ceux qui terrorisent les gens, ni ceux qui sont complices avec les (parties) étrangères», a affirmé M. Assad, ajoutant : «La bataille avec le terrorisme, c'est notre combat à tous, tout le monde doit y participer, mais un Etat fort, c'est un Etat qui sait

pardonner». M<sup>me</sup> Qodmani, qui s'exprimait en anglais, a également critiqué les annonces de réformes incluses dans le discours présidentiel, comme celle d'un référendum populaire en mars sur une nouvelle Constitution.

«Nous avons vu pas mal de discours sur des réformes mais nous n'avons entendu parler d'aucun progrès depuis le début de la révolution il y a 11 mois», a-t-elle déclaré. La représentante du CNS a estimé que le discours du président Assad indiquait une «rupture» avec la Ligue arabe, dont des observateurs sont en mission en Syrie depuis le 26 décembre pour rendre compte de la situation.

«Notre prochaine étape est, désormais, d'aller rapidement devant le Conseil de sécurité (de

l'ONU) avec les pays arabes qui sont maintenant convaincus que ce régime n'a pas coopéré durant la mission et est peu susceptible de coopérer d'aucune manière», a-t-elle ajouté.

La Ligue arabe s'est prononcée dimanche pour la poursuite et le renforcement de la mission de ses observateurs, en dépit des accusations d'inefficacité proférées notamment par le CNS face à une crise qui a encore fait des dizaines de morts ces derniers jours, selon l'opposition syrienne.

La Syrie est en proie depuis la mi-mars à un mouvement de contestation réprimé dans le sang. La répression a fait plus de 5 000 morts depuis le début des troubles, selon une estimation publiée par l'ONU en décembre.

AFGHANISTAN

7 morts dans une attaque kamikaze contre un bâtiment officiel

Sept personnes, dont trois policiers, ont été tuées hier lors de l'attaque d'un bâtiment officiel par trois kamikazes talibans dans le sud-est de l'Afghanistan, selon un dernier bilan fourni par le ministère de l'Intérieur.

Les trois assaillants (et non quatre comme communiqué précédemment par les autorités locales et gouvernementales) ont attaqué à 8h30 locales (4h00 GMT) la direction provinciale des communications de Sharana, capitale de la province de Paktika, un bastion de la rébellion des talibans frontalier du Pakistan.

Tous sont morts, a indiqué à l'AFP Sediq Sediqqi, le porte-parole du ministère de l'Intérieur, ajoutant que «l'un d'entre eux avait été abattu par la police» et que «les deux autres s'étaient fait exploser». «Trois policiers et quatre civils ont péri dans l'attaque, et deux policiers et un civil ont été blessés», a-t-il poursuivi, sans préciser les circonstances des décès des civils. L'attaque a été revendiquée auprès de l'AFP par les rebelles talibans. Selon le gouverneur de Paktika, Muhibullah Samim, les kamikazes visaient un immeuble voisin abritant l'antenne provinciale des services de renseignement afghans. Les attentats suicide et bombes artisanales sont les armes de prédilection des insurgés, chassés du pouvoir à la fin 2001 par une coalition internationale menée par les Etats-Unis et qui combattent depuis le fragile gouvernement afghan et ses alliés de l'Otan. Les rebelles visent notamment les militaires occidentaux et les forces de l'ordre afghanes. Le 29 décembre, une bombe avait ainsi tué dix policiers qui revenaient d'un centre de recrutement

dans le sud du pays. Paktika, frontalière du Pakistan, est l'un des fiefs des talibans, notamment ceux du réseau Haqqani, très puissant dans le Sud-Est afghan. C'est aussi l'un des principaux points de passage des rebelles en provenance du Pakistan, où ils disposent de bases arrières dans les zones tribales frontalières. Deux tiers des violences liées au conflit afghan ont lieu dans le sud et l'est, principaux bastions des talibans et de leurs alliés, selon l'ONU. L'armée américaine, qui fournit 100 000 des 130 000 soldats de la force de l'Otan (Isaf), a indiqué en 2011 qu'elle concentrerait ses opérations militaires dans l'Est afghan, où elle n'a pas réussi à prendre l'ascendant malgré dix

années de guerre. L'Otan prévoit en principe de retirer toutes ses troupes de combat du pays d'ici la fin 2014. Pressés par cette échéance, les Occidentaux, à commencer par les Etats-Unis, jouent désormais la carte de la négociation avec les talibans. Si la semaine passée les rebelles ont annoncé qu'ils étaient prêts à négocier, ils poursuivent en revanche leurs attaques sur le terrain. Hier après-midi, des tirs de mortiers ont frappé la base d'Asadabad, dans la province de Kunar (est), qui abrite des militaires afghans et de l'Otan. Quatre soldats afghans sont morts, alors que neuf militaires et un civil ont été blessés, a déclaré à l'AFP le porte-parole provincial, Wasefullah Wasefi.

Publicité

REMERCEMENTS

La famille Benchikou tient à adresser ses plus sincères remerciements à toute l'équipe médicale du service UROLOGIE du professeur SEDDIK à l'hôpital Mustapha PACHA, et à sa tête les docteurs : BOUKERMA, ZERIZER et KASSA pour les conditions dans lesquelles a été reçue et soignée sa fille LAMIA opérée avec succès, et qui ont fait part d'un grand professionnalisme, d'une disponibilité à tout instant et des qualités humaines dont elle a fait preuve, lors du séjour dans leur service.